

Note d'information économique – COVID-19 – 27 avril 2020

Politique budgétaire

- La *Small Business Administration* plafonne le volume total des prêts que peut octroyer chaque établissement bancaire dans le cadre du *Paycheck Protection Program* à 60 Md USD, soit 10 % du montant cumulé du programme. Cette mesure a vocation à maintenir une égalité d'accès aux crédits. Elle s'ajoute au fléchage partiel d'une partie des fonds aux petits établissements de crédit décidé par le Congrès lors de la « rallonge » adoptée le 23 avril. Dans une lettre adressée à la SBA et au Trésor, la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et le leader de la minorité démocrate au Sénat Chuck Schumer, ont demandé à l'administration Trump de mettre de côté au moins 10 Md USD supplémentaires du plan de soutien aux PME pour les petits organismes de crédit communautaires et locaux, pour faciliter la distribution vers les zones à faible revenu.

Régulation financière / Marché du pétrole

- Les régulateurs et le groupe CME (*Chicago Mercantile Exchange*), qui héberge la principale plateforme d'échanges de produits dérivés dans le monde, ont enjoint au principal fonds indicial (*exchange-traded fund*) du marché du pétrole WTI de limiter ses positions sur chaque contrat *future* des mois à venir. Le fonds *U.S. Oil* (USO) a relayé cette annonce le vendredi 24 avril en fin de journée alors qu'elle n'avait pas été rendue publique. Cette injonction est motivée par les implications que peuvent avoir les décisions de USO sur le marché pétrolier compte tenu de son poids prépondérant (le fonds détient environ 25 % de contrats futures sur le WTI toutes maturités confondues).

Finances publiques

- Le département du Trésor a publié les lignes directrices (*guidance*) pour l'usage des 150 Md USD alloués par le plan de relance promulgué le 27 mars (CARES Act) aux collectivités territoriales. Le Treasury indique que les fonds ne pourront être utilisés que pour prendre en charge des coûts supplémentaires liés à la crise sanitaire, qu'ils soient directs (système de santé, équipements sanitaires, gestion de crise) ou indirects (prise en charge des demandes d'allocations chômage, etc.). En revanche, il est explicitement proscrit d'utiliser ces fonds pour payer des dépenses courantes, compenser le manque à gagner fiscal engendré par la crise ou attribuer des primes aux agents publics.

Commerce

- La Federal Emergency Management Agency (FEMA) manquerait d'inspecteurs en Chine pour contrôler la qualité des équipements de protection, retardant l'exportation de ceux-ci vers les États-Unis, selon certains distributeurs cités par la [presse](#). La Chine a par ailleurs modifié sa procédure de contrôle-qualité des matériels exportés ce dimanche, en changeant l'autorisation par le régulateur chinois en autorisation par un groupe représentant les

professionnels du secteur sur la base des normes des pays acheteurs, tentant ainsi de répondre aux critiques formulées sur l'utilisation du contrôle-qualité par la Chine pour restreindre certaines exportations.

- Le FMI et l'OMC [appellent](#) conjointement à lever les restrictions sur les échanges de matériel médical et de produits agricoles, affirmant l'importance des « politiques commerciales ouvertes » pour faciliter l'approvisionnement sanitaire et la reprise économique.
- Le CEO de DHL, Frank Appel, indique que la baisse du nombre de vols de passagers va durablement pénaliser le commerce international, en raison de l'utilisation des soutes des avions de ligne pour transporter des marchandises. Il ajoute que cette restriction des capacités logistiques pourrait ralentir la reprise économique.

Politique monétaire

- Dans un premier point d'étape sur ses programmes d'urgence (soutien au marché des billets de trésorerie, au marché monétaire et aux spécialistes en valeur du Trésor), la Fed annonce avoir prêté environ 85 Md USD en trente jours. Conformément aux instructions de la section 13(3) du *Federal Reserve Act*, la Fed a publié, trente jours après leur annonce, un premier point de situation sur l'exécution des programmes de prêt d'urgences mis en œuvre au titre de la disposition susnommée. La Fed indique qu'elle a prêté 85 Md USD, dont l'essentiel représente des prêts au titre du soutien au marché monétaire (*Money Market Mutual Funds Liquidity Facility* – 51 Md USD) et aux spécialistes en valeurs du Trésor (*Primary Dealer Credit Facility* – 34,5 Md USD). A l'inverse, le mécanisme d'achat de billet de trésorerie n'a quasiment pas été utilisé (249 MUSD).

Entreprises

- Boeing a annoncé samedi 25 avril avoir mis fin au projet de rachat de 80% des parts sociales de l'activité commerciale de l'avionneur brésilien Embraer ERJ, prévu pour un montant de 4,2 Md USD en raison des « conditions non réunies » pour cette opération. L'action du groupe brésilien avait chuté de plus de 75% ces dernières semaines, valorisant la société à 1,1 Md USD. Embraer a réagi en dénonçant cette annonce. Le P-DG de l'avionneur américain, David Calhoun, a indiqué ce lundi lors de l'AG des actionnaires de Boeing qu'il ne s'attendait pas à un retour à la normale de l'activité de vols commerciaux avant 2 ou 3 ans.
- La gouverneure républicaine du Dakota du Sud, Kristi Noem, a déclaré dans une interview à Fox News qu'elle souhaitait rouvrir « sous quelques jours » l'usine de transformation porcine de Sioux Falls, propriété du leader mondial du secteur Smithfield Foods. L'usine avait fermé après être devenue un foyer d'infection principal aux Etats-Unis, avec plus de 600 cas testés positifs.
- Un [sondage](#) réalisé par Goldman Sachs auprès de 1 790 PME indique que 71% des demandeurs d'une aide PPP sont toujours en attente des fonds. 81% d'entre-elles sont toujours en activité mais 37% ont réduit le nombre d'employés. 68% des postulants au PPP pensent pouvoir conserver ou reprendre entre 75 et 100% de leur masse salariale.